



Journaliste : Lina Kennouche

1- Votre dernier ouvrage a suscité de vives critiques dans une certaine presse algérienne, des publications vous accusent à tort de chercher à décrédibiliser le Hirak qui serait instrumentalisé depuis l'étranger ou du moins d'en avoir une vision fortement réductrice. D'autres vous soupçonnent d'occulter certains faits, notamment lorsque vous mettez en lumière les relations entretenues par certaines figures comme l'ex membre du FIS Larbi Zitout et des officines étrangères sans revenir sur son passé d'ancien membre des services renseignements algériens » et questionnent donc la finalité de votre livre. On l'aura compris ces critiques portent peu sur le contenu de votre travail d'enquête et prennent la forme d'attaques personnelles et de procès d'intentions. Comment expliquez-vous cette levée de bouclier et de quoi ces réactions sont-elles l'indicateur ? (Autrement-dit est-ce que face à la ténacité des faits qui attestent du soutien apporté à certains personnalités par des ONG américaines, on cherche à minimiser cette réalité pourtant lourde de conséquences ? À réorienter le débat sur un autre terrain ? Quelle est la fonction aujourd'hui de ces attaques dont votre travail est l'objet?)

À l'écriture de mon livre, j'étais certain qu'il allait susciter une levée de boucliers. En effet, le HIRAK a été considéré, depuis sa naissance, comme un objet sacré et tout embryon de critique est immédiatement considérée comme une hérésie. Preuve en est que la plupart de mes premiers détracteurs reconnaissent ne pas avoir lu mon livre. Hier encore, un interminable texte à charge contre moi (et non contre mon livre) a été publié sur un blog et son auteur a admis (sic), dans son préambule, ne pas avoir lu l'ouvrage qu'il prétendait critiquer.

J'ai connu ce type de réaction en 2011, à la sortie de mon livre « Arabesque américaine » sur le « printemps » arabe. Je me suis rendu compte, en fait, que le romantisme « révolutionnaire » était plus fortement ancré chez les gens que le raisonnement factuel. Cela a pris des années pour que les gens adhèrent à ma vision malgré les preuves avancées dans mes écrits. Mais, entretemps, des pays comme la Syrie, la Libye ou le Yémen ont été détruits et on attend toujours que la démocratie s'installe dans notre région.

Ce qui est inquiétant dans le cas de l'Algérie, c'est que des intellectuels algériens qui avaient applaudi et encensé mon livre « Arabesques\$ » (édité en 2015 à Bruxelles et en 2016 à Alger) m'ont totalement désavoué lorsque j'ai commencé à analyser le HIRAK algérien avec une approche similaire à celle adoptée pour les pays de la région MENA (Middle East and North Africa). Pour ces personnes, l'Algérie est un pays à part et le HIRAK est un phénomène intouchable et non critiquable. Cette combinaison de divinisation du HIRAK et de naïveté d'analyse est très surprenante lorsqu'elle émane de personnes censées avoir suivi les soubresauts sanglants et dramatiques de notre zone d'appartenance géostratégique.

Pour d'autres, l'explication est plus simple. Il s'agit de défendre leurs positions et leurs intérêts (et bien sûr de ceux de leurs commanditaires) dans la situation trouble que vit actuellement l'Algérie. Il est quand même étonnant de voir que les ONG algériennes qui reçoivent du financement de la National Endowment for Democracy (NED) et qui participent au HIRAK soient toutes coalisées autour de la même vision, celle de la confrontation avec les fondements de l'État-nation. Rappelons que la NED est une des principales organisations d'un dispositif américain d'« exportation » de la démocratie dont le rôle a été très important dans les révolutions colorées et le « printemps » arabe, sans oublier l'Euromaïdan (Ukraine), les émeutes de Hong Kong et bien d'autres mouvements de contestation populaire à travers le monde.

Pour lire mon article sur l'Euromaïdan (Ukraine)

[Ukraine: autopsie d'un coup d'état](#)

3 mars 2014

Pour lire mon article sur Hong Kong

[Hong Kong : un virus sous le parapluie](#)

12 octobre 2014

Précisons ici que la NED n'est pas le seul organisme impliqué en Algérie, mais en est certainement le plus emblématique.

Alors que j'avais pensé que mon livre allait être une occasion pour ouvrir un débat sérieux sur le Hirak et ses différentes composantes, les attaques ad personam ont fusé, parasitant et paralysant toute initiative dans ce sens. Une technique vieille comme le monde : jeter le discrédit sur l'auteur pour le disqualifier et tuer dans l'œuf toute discussion. Mais le peuple n'est pas dupe et le débat a fait rage sur les réseaux sociaux.

Tout le vacarme qui a accompagné la sortie de mon livre a cependant révélé une inquiétante

réalité: l'énorme indigence du système médiatique algérien. Ce dernier s'est distingué par un manque de professionnalisme et une absence d'éthique inacceptables, surtout dans cette période cruciale que vit notre pays. Du côté de la presse écrite, seuls deux journaux, « L'Expression » et « Reporters », ont pris la peine de lire mon livre et de proposer à leurs lecteurs des recensions honnêtes ou des entrevues avec certains protagonistes du livre.

Le journal « El Watan », fidèle à ses idées otanesques de printanisation de l'Algérie a commandité pas moins de cinq (5) articles que pour parler de ma position « pro-pouvoir » et « anti-Hirak » en réussissant le tour de force de ne jamais parler de mon livre.

Calomniez, calomniez, il en restera toujours quelque chose.

Pour tous les autres journaux, c'est silence radio, comme si mon livre n'avait jamais existé. Ne pas se mouiller, c'est aussi une stratégie gagnante quand on veut manger à tous les râteliers.

Quant aux médias audiovisuels, mis à part deux émissions radio dans des chaînes étatiques, je n'ai reçu aucune autre invitation. Aucune autre radio ni aucune télévision n'a osé ouvrir le débat sur le sujet proposé par mon livre, faisant fi de toute l'agitation qui a secoué (et qui secoue encore) le cyberspace.

Ce faisant, le comportement du système médiatique algérien est complètement dépassé par les événements et en parfaite contradiction avec les aspirations d'une Algérie nouvelle qui exige intégrité, transparence et déontologie.

Ainsi, en ignorant mon livre ou en disqualifiant son auteur, on cherche à fuir le débat de fond qui consiste à identifier les interventions étrangères dans la scène politique algérienne et à les éradiquer. Car seul un le Hirak intrinsèquement algéro-algérien est salutaire pour notre pays.

2- L'idée de ce livre, qui s'inscrit dans la continuité de vos enquêtes précédentes, est née en réaction à une déclaration de Lahouari Addi qui moins d'un mois après le début du Hirak a appelé à la démission du président de la République et la nomination d'une instance de transition au sein de laquelle serait représenté Mustapha Bouchachi, Zoubida Assoul et Karim Tabbou. Selon vous qu'est ce qui explique le choix de ces trois personnes au sein d'un Hirak qui n'avait pas de leaders, quels liens entretiennent-elles avec Addi ? Est-ce que cet appel répondait aux priorités d'un agenda étranger?

Mon livre s'inscrit effectivement dans un travail de recherche que je mène depuis plusieurs années pour comprendre le rôle des différents organismes américains d'« exportation » de la démocratie ainsi que leur modus operandi dans les « regime change » en utilisant le « soft power ».

Mais l'idée précise de ce livre est née d'une déclaration du sociologue Lahouari Addi qu'il a énoncée ainsi, moins d'un mois après le début du Hirak:

« Mustapha Bouchachi, Zoubida Assoul et Karim Tabbou devraient être sollicités pour exercer les prérogatives d'une présidence collégiale qui nommera un gouvernement provisoire qui gèrera les affaires courantes et préparera les élections présidentielle et législative dans un délai de 6 à 12 mois. »

J'ai trouvé étrange que pour un mouvement qu'on prétend sans leader, un triumvirat soit proposé aussi rapidement. Sur quels critères ces personnes ont-elles été choisies? Des sondages d'opinion ont-ils été organisés? Ces personnes se connaissaient-elles avant le Hirak? De quelle prérogative a usé M. Addi pour mettre en avant certains noms et pas d'autres?

Autre signe notable : l'omniprésence des personnes citées dans certains médias (algériens, islamistes ou occidentaux) prônant ouvertement la proposition du sociologue et ne donnant aucun espace pour les opinions opposées.

Tout en évitant sciemment de traiter du cas de M. Tabbou \square étant donné qu'il est actuellement emprisonné et en attente d'un procès \square , j'ai essayé de trouver des dénominateurs communs susceptibles de relier ces personnes. J'en ai décelé deux : i) leur proximité avec des intérêts étasuniens et ii) leurs liens étroits avec des représentants du FIS (Front Islamique du Salut) dissous. Des dizaines de références ainsi qu'une importante section contenant divers documents relatifs au faits cités appuient cette double relation.

Il faut comprendre que mon livre n'est nullement conçu comme un réquisitoire contre des personnes mais présente des faits relatifs à la foulditude de moyens utilisés par les organismes étasuniens afin de préparer une orientation des mouvements populaires lorsqu'ils se déclenchent.

Je tiens à préciser que ce ne sont pas ces organismes qui ont créé le Hirak ou toute autre révolte de la rue arabe. La contestation populaire est causée par de véritables problèmes de société comme le déficit de démocratie, la répartition non équitable des richesses, la mauvaise gestion, le chômage endémique, la hogra, le favoritisme, la corruption, etc.

Par contre, dès que la rue gronde et que les manifestations prennent de l'ampleur, les groupes formés à la « lutte non violente » et au cyberactivisme montent au créneau pour orienter idéologiquement la contestation avec l'appui d'un fort battage médiatique complaisant. Et c'est à ce moment que les agendas étrangers sont déployés.

3- Comment les officines étrangères ont-elles travaillé pour infiltrer le Hirak algérien et quelles

sont les similitudes que vous observez avec le mouvement de contestation né au Liban en 2015 en réaction à la crise des déchets ?

Dans leur plan d'exportation de la démocratie, les États-Unis divisent le monde en régions. Celle qui nous intéresse dans le cadre de cette discussion est la région MENA qui englobe une très grande partie des pays arabes. Dans cette zone géographique, des ONG locales sont financées et leurs activistes formés par des organismes appartenant à un dispositif américain d'« exportation » de la démocratie. Outre la NED et ses quatre satellites qui sont le NDI (National Democratic Institute), l'IRI (International Republican Institute), le Solidarity Center et le CIPE (Center for International Private Enterprise), ce dispositif regroupe l'USAID, Freedom House, le MEPI (Middle East Partnership Initiative), POMED (Project on Middle East Democracy) et l'OSI (Open Society Institute) appartenant aux fondations de George Soros.

En Algérie, comme au Liban (et tous les autres pays de la région MENA), de nombreuses ONG locales sont financées par ces organismes, et tout particulièrement la NED. Pour certains observateurs, elles servent de « cheval de Troie » qu'il est possible d'activer au temps opportun.

Il est important de savoir que le Liban a été le premier pays arabe à être ciblé par le « soft power » américain, bien avant le « printemps » arabe. Déjà, en 2005, de nombreuses ONG libanaises financées par quelques-uns de ces organismes ont été très impliquées dans ce qui a été nommé « la révolution du Cèdre ». D'autre part, le rôle de Freedom House a été clairement établi et quelques figures du mouvement de contestation ont été en contact avec les diplomates américains à Beyrouth. Cerise sur le gâteau, les activistes serbes d'Otpor, fondateurs du centre CANVAS (Center for Applied Non Violent Action and Strategies) étaient présents en personne à Beyrouth pour offrir des formations à la « lutte non violente » aux manifestants.

Pour lire mon article sur le Liban

[Liban 2005-2015 : d'une « révolution » colorée à l'autre](#)

14 septembre 2015

Dix ans plus tard, lors de « la crise des déchets » de 2015, les activistes les plus en vue et les plus médiatisés étaient tous financés et formés par ces organismes américains. Certains d'entre eux faisaient partie de ce qu'on a appelé la « ligue arabe du Net ». Il s'agit d'un groupe de cyberactivistes arabes de la région MENA qui ont été regroupés dans des différents meetings pour y recevoir des formations relatives à la maîtrise du cyberspace, de l'anonymat en ligne et des nouvelles technologies. Quelques-unes de ces formations ont même eu lieu à Beyrouth, bien avant la « crise des déchets ». À noter que quelques activistes impliqués dans la « crise des ordures » avaient fait leurs armes dans la « révolution du cèdre », dix ans plus tôt.

Tous les « ingrédients » observés au Liban, à savoir des ONG financées par les organismes américains d'«exportation » de la démocratie, la proximité de certains activistes avec l'ambassade américaine, la surmédiatisation des figures de la contestation par des médias complaisants, l'utilisation sur le terrain des techniques de la « lutte non violente » vulgarisées par les Serbes de CANVAS, l'usage efficace des nouvelles technologies, sont présents dans le Hirak algérien.

En plus, il est intéressant de noter, aussi bien au Liban qu'en Algérie, une implication active de certains ténors de la « révolte » au sein même des organismes américains.

Autant de similitudes ne peut être, en aucun cas, le fruit du hasard.

4- Quelles sont les revendications ou actions mises en avant dans le cadre du Hirak qui vous ont alerté sur la volonté de certains acteurs exogènes de déstabiliser l'Etat algérien et ses institutions?

Au mois d'avril 2019, soit quelques semaines après le début des manifestations, j'ai publié un article fouillé dans lequel j'ai minutieusement analysé les techniques utilisées dans le Hirak algérien. J'y ai montré que nombre de ces techniques suivaient à la lettre le manuel de CANVAS où sont recensées les 199 méthodes d'actions non violentes. La maîtrise de ces techniques ne pouvait être que le résultat de formations préalables.

[Pour lire mon article sur](#) la "printanisation" de l'Algérie

[**Huit ans après : la « printanisation » de l'Algérie**](#)

[4 avril 2019](#)

Dans ce même laps de temps, des figures émergent du Hirak et ont commencé à être très médiatisées. Et bien que le leitmotiv du soulèvement populaire soit le refus catégorique de structuration, des noms ont commencé à circuler, dont ceux proposés par Lahouari Addi. D'autre part, les demandes du Hirak ont connu une forte inflation à mesure que les vendredis se succédaient, même après l'écartement du président Bouteflika, qui était l'exigence initiale. Deux voies se sont alors dessinées : la voie constitutionnelle menant à des élections (prônée par l'institution militaire) et la voie de la phase transitoire demandée par une partie des manifestants. De « Djeich Chaab Khawa Khawa » (Armée peuple, frère frère), les slogans se sont durcis jusqu'à « Dawla Madaniya, Machi 3askaria » (État civil et non militaire).

Après les élections de décembre 2019, les positions se sont durcies et sont devenues inconciliables. Mais ce qui a attiré mon attention, c'est le fait que les ONG financées par les organismes américains qui étaient visibles dans le Hirak depuis de début, militaient toutes pour la phase transitoire. De plus, les « ténors » de cette option étaient très visibles dans les médias étrangers (surtout français) et la chaîne Al Magharibia (proche de l'ex-FIS). Très peu de place (voire aucune) n'était accordée aux partisans de la voie constitutionnelle. Ce double standard, contraire à tous les nobles principes véhiculés par le Hirak lui-même, était surprenant. Une volonté d'alimenter la confrontation avec l'institution militaire et de créer un climat de déstabilisation était clairement palpable.

5- Vous évoquez la nécessité d'encadrer les financements de certaines ONG locales qui ont partie liée à des intérêts étrangers ou d'interdire le financement en provenance d'agences gouvernementales américaines comme c'est le cas en Russie, pourquoi dans un pays comme l'Algérie dont on connaît les constantes historiques (souveraineté, indépendance), cette dimension n'a pas été prise en compte jusque-là ?

Quelques semaines avant la parution de mon livre, j'avais plaidé dans un article qui avait fait du bruit, pour un encadrement strict, voire une interdiction du financement étranger des ONG algériennes. Il est inconcevable que des individus ou des organismes reçoivent des subventions d'un pays étranger dans un but de déstabilisation politique ou de « regime change ». L'instauration de la démocratie est certes louable, mais elle ne se fait pas avec l'appui et l'assistance de pays étrangers qui travaillent en catimini. La philanthropie n'existe pas dans ce domaine. Tout financement se fait dans un but politique précis qui sert les intérêts du pays donateur au détriment du pays de ceux qui le reçoivent. L'histoire des révolutions colorées et, plus récemment, celle du catastrophique « printemps » arabe sont des exemples pédagogiques dont il faut impérativement tirer des leçons. Et ce qui est étonnant, c'est que de telles pratiques sont interdites sur le sol des États-Unis.

Des pays comme la Russie, l'Égypte, l'Inde, le Venezuela (et bien d'autres) ont interdit ou imposé un contrôle strict des activités de ces organismes toxiques de promotion de la démocratie.

[Pour lire mon article sur les ONG](#)

[ONG : Organisations Non Grata](#)

[4 juin 2016](#)

Avec la publication à Alger de mes livres « Arabesque américaine » en 2012 et « Arabesque\$ » en 2016, j'avais espéré attirer l'attention des pouvoirs publics sur cette problématique, mais rien n'a été sérieusement fait. C'est pour cette raison que j'ai plaidé de nouveau pour un encadrement et un contrôle des activités et des financements de ces organismes qui se sont faufilés dans différents domaines de la vie sociale en Algérie.

6- Est-ce que les intellectuels algériens qui soutiennent inconditionnellement le Hirak et vous accusent de complotisme, sont aveugles à cette dimension des ingérences étrangères ? ou est-ce qu'ils ont tendance à idéaliser le Hirak en considérant que les ingérences n'ont aucune prise sur la réalité ? (Ou pire encore, comme en Syrie, l'ingérence étrangère apparaîtrait elle comme une solution acceptable dès lors qu'elle permettrait de se débarrasser de ce régime ?)

Depuis les révolutions colorées, cette question de l'ingérence étrangère a souvent été abordée et différentes réponses ont été données.

La première est de dire que pour se débarrasser du pouvoir en place, la collaboration avec une puissance étrangère est indispensable et ce, quel que soit le prix à payer par la suite.

La seconde, empreinte de naïveté, est d'accepter l'ingérence étrangère et d'en minimiser les conséquences. C'est le cas, par exemple, du cyberactiviste tunisien Slim Amamou qui a reconnu l'aide américaine mais nie l'ingérence : « Ce ne sont pas eux qui décident, c'est le peuple tunisien qui décide. Et eux, ils choisissent juste qui soutenir », a-t-il déclaré dans une interview.

[Pour visionner la vidéo de Slim Amamou](#)

18 juin 2011

Enfin, la troisième relève d'une méconnaissance (voire ignorance) du phénomène d'ingérence étrangère car il est très peu médiatisé, ou même passé sous silence par les médias mainstream. D'autant plus que le concept a été galvaudé par sa surutilisation dans des campagnes de propagande. Cette conception, qui va souvent de pair avec une sanctification du Hirk, mène instinctivement à des accusations de complotisme et de conspirationnisme.

Dans tous ces cas, ne pas prendre au sérieux l'ingérence étrangère dans de tels mouvements populaires de contestation peut mener au chaos, comme on peut le voir dans les pays « printanisés » de notre région, en particulier la Libye, la Syrie ou le Yémen.

